

Article 21 du Règlement

Cette enquête devrait également porter sur le cycle nucléaire, par exemple, sur la manière dont l'uranium extrait d'une mine de la Saskatchewan est raffiné et expédié ailleurs. Elle devrait porter en outre sur la création des réseaux et sur la manière dont des matériaux destinés à l'industrie nucléaire se perdent ou sont volés de temps à autre en cours de transport. Le système comporte des failles qui permettent à certains pays d'obtenir illégalement des matériaux ne pouvant de toute évidence servir qu'à la fabrication de bombes. Ce sont là d'autres domaines qui doivent être examinés attentivement. Nous avons l'espoir qu'une enquête publique permettrait d'atteindre cet objectif.

J'aimerais maintenant parler des aspects économiques de l'énergie nucléaire. La ministre nous a parlé de la nécessité de donner de l'expansion au secteur nucléaire. Cela témoigne du genre de mentalité bureaucratique que lui ont inculquée son ministère et ses fonctionnaires qui avaient surestimé la demande en pétrole et les cours du pétrole, de sorte que nous avons maintenant sur les bras bien des éléphants blancs qu'il nous faudra payer jusqu'au bout. C'est le genre de mentalité dont témoigne la croissance sans fin, sans bornes, qui impose maintenant à l'Hydro-Ontario des milliards de dollars de dettes et mène toute l'industrie américaine des services publics au bord de la faillite. Cela témoigne d'une mauvaise planification économique. Or, à en juger par les propos de la ministre, on n'a pas appris la leçon; on fonce tête baissée avec une mentalité qui nous vaudra davantage de pertes pour l'avenir.

Je veux faire consigner au compte rendu quelques chiffres tirés du rapport de 1986 du *World Watch Institute* et qui démontrent à quel point la demande en énergie nucléaire a diminué. Par exemple, l'OCDE prévoyait en 1970 que le secteur nucléaire de ses membres aurait une capacité de production de 568,000 mégawatts en 1985. La capacité totale ne se chiffre en réalité qu'à environ 180,000 mégawatts. Les plans pour la construction de centrales nucléaires dans le monde entier se sont stabilisés au milieu des années 1970, et les prévisions ont baissé de plus de 100,000 mégawatts depuis 1978. Cela est en grande partie attribuable à l'annulation de la construction de 111 centrales aux États-Unis. Mais les commandes ont également ralenti en Europe, en Union soviétique et dans plusieurs pays du tiers monde. La trentaine de centrales nucléaires en voie d'achèvement aux États-Unis coûteront en moyenne près de 3 milliards de dollars, soit \$3,000 le kilowatt. La note pour l'énergie qu'elles produisent sera environ trois fois supérieure au coût général moyen de l'électricité aux États-Unis aujourd'hui.

Si nous devons décider du sort de l'énergie nucléaire uniquement selon des considérations économiques, nous fermerions les centrales nucléaires si vite que ça n'en serait même pas drôle. Il est étonnant que les conservateurs qui se vantent de gérer l'économie en hommes d'affaires ne peuvent comprendre le simple fait que l'industrie nucléaire représente un gaspillage. En fait, on prévoit que d'ici 1990 l'industrie nucléaire canadienne aura accumulé une dette d'environ 60 milliards de dollars.

Il existe d'autres solutions. Je me rappelle que l'on a dit que si l'on prenait ce que coûte la construction d'une centrale nucléaire et qu'on l'utilisait pour des mesures d'économie d'énergie, nous pourrions en économiser plus que ne pourra en produire la centrale nucléaire. Toutefois, cela fait appel à deux

philosophies différentes du développement. L'une exige beaucoup de capitaux et crée peu d'emplois. Les consommateurs en profitent peu, mais les banques et les compagnies d'électricité beaucoup. L'autre passe par les énergies de remplacement et les économies d'énergie. Les consommateurs profitent des économies réalisées vu la quantité d'électricité qu'ils évitent de consommer. Ce ne sont pas les banques qui en profitent, mais bien les consommateurs. Ils deviennent plus autonomes, plus indépendants, au lieu de dépendre de l'industrie nucléaire. Du point de vue environnemental c'est beaucoup plus sain; pourtant, le gouvernement et celui qui l'a précédé ont décidé de continuer à miser sur l'industrie nucléaire. C'est malheureux et c'est une énorme erreur pour laquelle nous continuerons à payer pendant des années, parce que notre environnement est dévasté, comme c'est le cas dans le nord de la Saskatchewan où l'on exploite l'uranium, et parce que nous continuerons à payer chèrement notre électricité, simplement pour rembourser les dettes. Ce sont les consommateurs qui paient et les banques et l'industrie qui en profitent.

Il faut procéder de toute urgence à une enquête valable sur le coût, la sûreté et la question de la prolifération. J'invite les députés à soutenir la motion.

M. Friesen: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours du député et je dois dire que j'y ai pris plaisir. Il était bien pensé. Même si je ne suis pas d'accord sur tout, je dois reconnaître que le député voit bien le problème. J'admets, comme lui, que les bureaucraties ne travaillent que pour elles-mêmes. Qu'elles soient publiques ou privées, conservatrices ou néo-démocrates, c'est la même chose.

Je reviens à la motion qui, comme l'ont signalé ses collègues, est inspirée d'une promesse électorale conservatrice. La voici:

Que la Chambre exhorte le gouvernement à entreprendre sur-le-champ une enquête publique complète sur l'avenir de l'énergie nucléaire.

Ses collègues et lui ont insisté sur le fait qu'ils s'opposaient à l'énergie nucléaire, à l'utilisation de cette énergie, et ils ont insinué que cette déclaration électorale visait à mettre un terme à l'exploitation du nucléaire par le biais d'une enquête publique. Je voudrais toutefois lire le reste de la déclaration électorale.

Nous préconisons la tenue d'une enquête publique complète sur l'avenir de l'énergie nucléaire et nous avons décidé de faire participer le public au processus d'approbation.

Nous croyons qu'il existe des marchés intéressants pour la technologie CANDU, mais il faut revoir les moyens employés pour faire une percée sur ces marchés.

Avec l'aide de ce secteur et des sociétés provinciales de services publics, il faut essayer de trouver de nouveaux débouchés aux États-Unis pour nos excédents d'électricité.

Puisque les néo-démocrates ont tiré la première phrase de notre déclaration électorale pour laisser entendre que nous voulons la fin du nucléaire et qu'ils ont extrapolé, on est en droit de se demander si la motion et leurs déclarations n'induisent pas les Canadiens en erreur.

Le président suppléant (M. Charest): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)